

## **Ce qu'il en coûte de ne pas oser**

*Il est impossible de donner des réponses définitives, non litigieuses à des questions hypothétiques concernant les événements actuels et cependant une majeure partie du débat international ces jours-ci tourne autour d'une telle question : le monde est-il un endroit plus sûr sans Saddam Hussein au pouvoir ? Ce type de question en entraîne inévitablement une autre : le monde ne serait-il pas meilleur si l'argent et les efforts investis dans la guerre en Irak avaient été orientés ailleurs, par exemple vers l'aide en faveur des pauvres ?<sup>1</sup>*

*Il est difficile d'ajouter quoique ce soit de nouveau à la masse considérable d'informations et de commentaires qui circulent déjà sur ces questions, mais c'est précisément ce que fait ce rapport de Contrôle citoyen les éclairant à partir d'une autre perspective – celle des organisations à la base qui, à travers le monde, s'engagent en première ligne dans la lutte contre la pauvreté et la discrimination. Les voix des citoyens sont étouffées, leurs souffrances sont ignorées et même les morts ne sont pas comptés une fois que la logique de guerre prévaut.*

*L'examen de la situation en Irak présenté dans ce rapport de Contrôle citoyen a été fourni par l'Association Al-Amal, la seule ONG non étrangère active dans le pays. Membre de longue date de la coalition internationale Contrôle citoyen, Al-Amal rendait compte de la situation, de l'intérieur du pays bien avant la guerre, avec un point de vue critique tant sur le régime de Saddam que sur les menaces américaines contre lui. Avec la même indépendance et le même courage, les organisations de la société civile colombienne dénoncent les excès tant du gouvernement que de l'opposition armée dans la guerre civile de plusieurs décennies qui afflige le pays, alors que le Pérou donne un exemple dramatique de la manière dont le terrorisme et le terrorisme d'Etat se sont combinés pour faire des pauvres et des autochtones les victimes silencieuses et ignorées d'une « sale guerre ». Cette « guerre contre le terrorisme » particulière était largement couverte par la presse locale et internationale. Comment a-t-il donc été possible que le génocide de la population autochtone soit passé inaperçu à l'époque ? C'est la question que se pose à présent la société péruvienne elle-même dans une tentative saine visant à éviter la répétition de ces erreurs.*

*De même, à travers le monde, des milliers de personnes meurent facilement tous les jours de causes évitables<sup>2</sup> sans occuper la une des journaux. Le monde se demandera-t-il, dans quelques années, comme les Péruviens le font actuellement, pourquoi personne n'a pris la décision de prévenir ces morts ? Dans ce cas, aucun décideur ne pourrait avancer comme excuse qu'il n'était pas averti.*

*Dans un entretien récent à la télévision australienne - Australian Broadcasting Television -, le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, se plaignait des inégalités criantes entre les fonds publics consacrés aux dépenses militaires globales et le financement des programmes de développement. « Nous consacrons près de 50 milliards de dollars aux dépenses de développement, contre 1.000 milliards de dollars pour les dépenses militaires, et je trouve que ceci est déséquilibré », a-t-il déclaré. D'autres voix ont dénoncé des*

---

<sup>1</sup> Voir dans ce rapport les articles de Ziad Abdel Samad et de Mirjam van Reisen, Simon Stocker et Florent Sebban pour des points de vue régionaux sur la relation entre la « sécurité » et la « sécurité humaine » au Moyen-Orient et dans l'Union européenne.

<sup>2</sup> Voir dans ce rapport l'article de John Foster pour une analyse approfondie de cette situation par rapport à la pandémie du VIH/Sida.

*conséquences encore plus graves : les victimes civiles directes, les violations massives des droits humains, la xénophobie grandissante, le peu de respect des lois internationales.*

*Il est encore trop tôt pour évaluer les dommages que ceci a causé à un système juridique et institutionnel international, avec, en son centre, l'ONU, soigneusement mis sur pied au cours des décennies qui ont suivi des conflits ayant coûté la vie à des millions de personnes. Mais il est manifeste que la défiance du public vis-à-vis des paroles de ses dirigeants n'aide pas à renforcer la démocratie.*

*Quand les gouvernements font des promesses, une grande partie de l'opinion publique tend à être sceptique. Après tout, il y a cinq siècles, Niccolò Machiavelli, fondateur de ce que l'on appelle à présent « science politique », a appuyé cette incrédulité en déclarant : « un Prince ne manque jamais de raisons légitimes de rompre sa promesse. » Par ailleurs, le chroniqueur lauréat du Prix Pulitzer américain, Herbert Agar, accorde une valeur considérable aux promesses faites durant les temps difficiles de la Grande Dépression : « La civilisation repose sur un ensemble de promesses : si les promesses sont trop souvent rompues, la civilisation meurt, même si elle est riche ou si elle est mécaniquement ingénieuse. L'espoir et la foi dépendent des promesses ; si l'espoir et la foi disparaissent, tout disparaît. »*

*Une grande promesse a été faite en 200 par les présidents et les premiers ministres de presque tous les pays indépendants du monde : éradiquer la pauvreté de la surface de la terre en l'espace d'une génération (voir encadré).*

*Et Contrôle citoyen a été créé en 1995, précisément dans le but de rappeler aux gouvernements les engagements qu'ils avaient pris d'inscrire l'équité entre les sexes et l'éradication de la pauvreté au premier plan de leurs agendas nationaux et internationaux. Les coalitions citoyennes de près de 50 pays de tous les continents rendent compte de leurs constatations tous les ans, depuis lors. Jamais auparavant ce rôle n'a semblé en même temps aussi nécessaire et aussi difficile.*

*C'est pour ces raisons qu'au lieu de demander aux coalitions nationales de Contrôle citoyen de concentrer leur recherche pour ce rapport sur une seule dimension des nombreux objectifs pour le développement convenus par la communauté internationale,<sup>3</sup> la question qui leur a été posée était la suivante : « Quels sont, dans votre pays, les principaux obstacles à la sécurité humaine ? »*

*La gamme de réponses diverses à cette question constitue la partie centrale de ce rapport.<sup>4</sup> La sécurité inclut certainement l'absence de crainte, et les gens craignent la guerre, le terrorisme, les conflits civils, la criminalité et la violence domestique. Mais ces craintes ne peuvent être dissociées de la crainte du chômage, de la maladie, de la pauvreté, de l'exclusion et de la discrimination.<sup>5</sup> Dans certains cas, les populations en arrivent à craindre les institutions mêmes qui devraient garantir la sécurité de la nation. Dans de nombreux autres cas, le même déséquilibre dans les priorités observé par Wolfensohn à l'échelle globale se reproduit également au niveau local. On fait mine, partout, de prêter attention aux*

<sup>3</sup> Les rapports antérieurs de Contrôle citoyen se sont concentrés, par exemple, sur l'éducation, la pauvreté et les services sociaux essentiels.

<sup>4</sup> Pour une analyse des préoccupations communes et diverses reflétées dans les rapports nationaux, voir l'article de Karina Batthyány.

<sup>5</sup> Sur le sens de la « sécurité humaine » pour les femmes, ce rapport comprend trois articles de June Zeitlin et Doris Mpoumou ; Marina Durano ; et Norma Enriquez et Amanda Munoz.

*Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui fixent des cibles globales pour la réduction de la pauvreté et la promotion de l'équité entre les sexes d'ici 2015, mais les citoyens ne voient pas assez d'action. La Banque mondiale que Wolfensohn préside est certes explicitement attachée à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation des OMD, mais en réalité, elle affecte ses fonds selon un système de classification secret favorable aux politiques qui ont l'effet tout à fait contraire.*<sup>6</sup>

*Les OMD ne devraient pas simplement fournir à des institutions de développement telles que la Banque mondiale l'occasion de collecter davantage de fonds auprès de pays bailleurs réticents, mais devraient être le critère effectif par rapport auquel les politiques et les résultats sont mesurés. Le but essentiel d'un accord sur les indicateurs convenus est de permettre au public d'évaluer et de surveiller la performance des gouvernements et des institutions internationales qu'ils contrôlent. Dans le même temps, les revendications de l'opinion publique pour que les promesses soient tenues encouragent la volonté politique nécessaire pour les traduire en réalité.*

*C'est précisément dans le but d'aider les citoyens à travers le monde à surveiller leurs autorités que, tous les ans, Contrôle citoyen complète les évaluations pays produites par les plateformes nationales par des tableaux comparatifs internationaux. Sur la base d'une initiative de la coalition Contrôle citoyen des Philippines, visant à formuler un « Indice de la qualité de vie » qui peut être utilisé par des organisations à la base et qui fournit des points de vue utiles sur les situations au niveau sous-national (provinces ou municipalités), nous avons développé un indice similaire à l'échelle mondiale pour servir de complément à d'autres outils analytiques tels que l'Indice du développement humain.*

*Une autre innovation dans ce rapport est le classement des pays en fonction de leurs réalisations en vue de l'équité entre les sexes, de manière, espérons-nous, à contribuer au débat en cours sur les voies et moyens de surveiller les progrès dans la mise en conformité avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), juridiquement contraignante.*

*Ce que montrent les indices, les classements et les évaluations pour chacun des différents domaines de développement social, c'est la persistance d'inégalités considérables dans le monde, avec un creusement de l'écart entre les riches et les pauvres, ainsi que des efforts substantiels déployés par de nombreux pays en développement pour améliorer la situation de leur population. Toutefois, les engagements souscrits par les pays riches n'ont pas été respectés, et il est clair qu'au rythme actuel, ils ne le seront pas d'ici 2015.*

*Il ne suffit pas de qualifier la performance globale qui en résulte d'insuffisante. Les responsabilités concrètes doivent être identifiées à tous les niveaux. Les gouvernements qui n'investissent pas suffisamment dans la santé ou l'éducation sont fréquemment contraints par le Fonds monétaire international de verser des paiements généreux aux créanciers étrangers ou même de laisser dormir des fonds précieux dans les chambres fortes des banques comme réserves pour empêcher le type d'instabilités générées par ces mêmes politiques économiques recommandées par le Fonds. Les fonds de la Banque mondiale visant à aider les pauvres ne sont déboursés que sous condition de l'adoption de politiques commerciales qui créent le chômage urbain et réduisent les petits agriculteurs à la faillite ou de la transformation des services essentiels qui peuvent aider les populations vivant dans la pauvreté en opérations*

---

<sup>6</sup> Voir dans ce rapport l'article de Nancy Alexander sur la fiche de notation de la Banque mondiale pour les gouvernements qui empruntent.

lucratives. Aucune des promesses du « cycle du développement » des négociations commerciales n'ont été tenues et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les pays développés bloquent toutes les tentatives visant à réformer le système commercial inéquitable actuel au profit des pays en développement. Dans tant de pays, la corruption parmi les responsables publics est l'excuse la plus fréquente pour ne pas augmenter l'aide ou même pour la réduire, sans toutefois, que les firmes qui offrent des pots-de-vin à ces responsables pour qu'ils acceptent des arrangements abusifs ne soient jamais tenus comptables dans les pays bailleurs où leurs sièges sont basés.<sup>7</sup>

*Il y a deux millénaires, Sénèque écrivait: «Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas. C'est parce que nous n'osons pas que les choses sont difficiles. »*

*Aucune des mesures requises pour résoudre ces problèmes et d'autres n'est techniquement difficile ou politiquement non viable. De fait, la plupart d'entre elles, sinon toutes bénéficieraient d'un appui politique massif partout. Le manque d'audace, les attermoiements ou l'incapacité à agir ne peuvent mener l'humanité qu'à la non réalisation des objectifs minimaux déjà convenus. Et décevoir les espoirs des populations et des nations du globe ne contribuera certainement pas à faire du monde un endroit plus sûr pour nos enfants.*

**Roberto Bissio**

**Coordinateur de Contrôle citoyen**

## **Guerre, argent et promesses**

**Thalif Deen**

La guerre menée par les Etats-Unis contre l'Irak menace de saper la guerre globale contre la pauvreté initiée par l'ONU.

La date limite fixée pour la réalisation de certains des objectifs socio-économiques prescrits par l'ONU – notamment l'éradication de la maladie, de l'analphabétisme et de la pauvreté – est l'année 2015. «Mais je pense que la guerre contre l'Irak est un recul car elle détourne réellement l'attention de la lutte contre la pauvreté. Je suis inquiète», déclare Eveline Herfkens, coordinatrice exécutive des Nations-Unies pour les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et ancienne ministre du développement des Pays-Bas.

Les OMD, notamment l'engagement de réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, ont été énoncés lors d'une session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2000, au cours de laquelle les dirigeants du monde avaient convenu d'une Déclaration du Millénaire.

Le document comprenait également des cibles datées pour la réalisation de l'éducation primaire universelle, ainsi que de l'égalité entre les sexes et du renforcement des capacités des femmes.

Toutefois, les organisations non-gouvernementales (ONG) sont en train d'exprimer la crainte que la guerre contre l'Irak – et la hausse projetée des dépenses militaires globales – n'aient des retombées négatives sur le développement économique et sur le flux d'aide au développement.

« Le Japon a annoncé son intention de réduire sa contribution à l'ONU même avant le commencement de la guerre. Les Etats-Unis ont réduit les fonds qu'ils allouent à leur propre Compte du défi du Millénaire – Millennium Challenge Account (destiné à fournir une assistance aux pays en développement). Les volumes des échanges globaux tout comme les investissements étrangers directs ont enregistré des baisses en 2001. Nous sommes presque sûrs qu'en raison de la guerre, ces chiffres ont peu de chances de remonter dans un futur proche », a déclaré Saradha Ramaswamy Iyer, de Third World Network à Kuala Lumpur.

« L'impact économique à long terme de la guerre – les résultats mauvais et pires – ne peut avoir

<sup>7</sup> Par rapport à cette question, Bruno Gurtner montre dans son rapport comment la fraude fiscale détourne des milliards de dollars du développement.

que des effets désastreux, en particulier dans les pays en développement, » a-t-elle déclaré à IPS.

Ces effets laisseront probablement les plus faibles et les plus pauvres des pays en développement plus vulnérables que jamais auparavant, a-t-elle ajouté.

Déjà de nombreux pays, en particulier d'Afrique subsaharienne et d'Asie du sud, sont « sérieusement en retard » dans la réalisation des objectifs (du Millénaire) et auront donc à fournir des efforts supplémentaires pour atteindre leurs cibles, selon Herfkens.

Les fonds pour la mise en œuvre de ces objectifs doivent provenir essentiellement des bailleurs occidentaux, notamment des Etats-Unis, du Japon et des 15 membres de l'Union européenne (UE).

Selon le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), la reconstruction de l'Irak dévasté par la guerre coûtera, à elle seule, plus de 30 milliards de dollars US au cours des trois premières années. Mais, selon Iyer, il s'agit de fonds qui peuvent bien être détournés des programmes d'éradication de la pauvreté et de lutte contre le Sida, déclare.

« Si les pays les plus riches du monde étaient sincères dans leur souhait déclaré de réaliser les OMD, ils doivent mobiliser la même volonté politique que celle qu'ils manifestent aujourd'hui pour mener des guerres » ajoute Henry Northover de Catholic Fund for Overseas Development basé à Londres.

Selon Northover, un quart des 26 milliards de dollars US promis par les Etats-Unis pour l'utilisation de bases aériennes en Turquie auraient pu annuler la dette en cours de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

« Il est scandaleux que la vie de millions de personnes les plus pauvres au monde doive venir en second lieu pour ce qui est des ressources utilisées pour mener la guerre contre l'Irak » a-t-il déclaré.

Cette semaine, les comités du Congrès ont approuvé une demande importante de 75 milliards de dollars US faite par le président américain George W. Bush pour financer les six premiers mois de la guerre contre l'Irak et les dépenses qui y sont liées pour la lutte contre le terrorisme et l'aide étrangère.

Les dépenses militaires annuelles globales, qui s'élevaient à 780 milliards de dollars US en 1999 et à 840 milliards de dollars en 2001, vont atteindre à présent près de mille milliards de dollars, selon des estimations des Nations-Unies.

Selon ActionAid, basé à Londres, l'Aide publique au développement (APD) accordée par les pays les plus riches aux pays les plus pauvres a continué de baisser au cours de la dernière décennie. Au dernier décompte, elle enregistrait une baisse à 53 milliards de dollars en 2000, contre 56 milliards de dollars en 1999.

Herfkens est confiante que les pays de l'UE respecteront l'engagement pris d'atteindre la cible de 0,7% du produit intérieur brut (PIB) consacré à l'APD avant prochaine décennie. Par contre, a-t-elle déclaré, la contribution des Etats-Unis est de 0,17% du PNB, bien que Washington figure au nombre de ceux qui contribuent le plus en termes de dollars, soit près de 10 milliards de dollars par an. Le budget collectif de l'aide de l'UE est de près de 25 milliards de dollars par an.

L'an passé, Bush avait promis 5 milliards de dollars US « supplémentaires » d'aide aux pays en développement, rehaussant l'aide américaine totale à 15 milliards de dollars. Mais, selon Herfkens, il reste à voir combien s'élèvera il y aura réellement cette aide « supplémentaire ».

Selon des rapports publiés, l'administration a recherché l'accord du Congrès pour près de 1,3 milliards d'aide supplémentaire, cette année, mais il est probable qu'elle ne reçoive que près de 300 millions de dollars.

Iyer également a fait part de sa préoccupation sérieuse concernant la tendance américaine à l'unitarisme. « La plus grande inquiétude est que l'abandon du multilatéralisme, comme le montre la marginalisation à la fois des Nations-Unies et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) dans la période menant à la guerre aura des retombées sur les règles négociées à l'échelle internationale qui régissent le commerce et les finances et réduira la portée politique du libre-échange, » a-t-elle ajouté.

Une décision qui fait date sur le commerce multilatéral a été prise mi-2001 dans le cycle de négociations commerciales, à Doha, au Qatar, lorsque les 145 Membres de l'OMC ont décidé d'œuvrer en vue de la réduction des subventions et des obstacles au commerce dans l'agriculture, qui est fortement protégée par les nations occidentales. Toutefois, plusieurs cibles pour la réforme du système commercial multilatéral ont été manquées au cours des derniers mois.

Selon Iyer, aucune des promesses faites lors de la réunion de Doha, notamment celles liées aux questions des brevets et des subventions agricoles, n'avaient été tenues et les perspectives d'avenir ne sont pas bonnes.

Les subventions agricoles favorisent 5% de la population des pays riches et appauvrissent près de 90% des populations du Sud, a-t-elle ajouté. Les 440 milliards de dollars US de subventions accordés par l'UE pour les céréales, les produits laitiers et le sucre ont réduit les agriculteurs africains à la pauvreté alors que les 4 milliards de dollars US de subventions accordés par l'Amérique à 25.000 producteurs de coton ont fait chuter les prix mondiaux d'un quart, a déclaré Iyer.

« C'était donc une marque d'hypocrisie que de parler d'éradication de la pauvreté dans les OMD d'une part, et de la perpétuer, de l'autre, à travers des pratiques commerciales qui ont entravé le développement. »

Elle a signalé que les subventions par vache dans l'UE s'élèvent à près de 2,5 dollars US par jour, alors qu'une vache au Japon bénéficie d'une subvention de 7,5 dollars US par jour.

« Pendant ce temps, 75% des populations de l'Afrique subsaharienne vivaient avec moins d'un dollar par jour, » a-t-elle ajouté. (IPS)